

3 juin-19 juin : deux dates, deux défaites, une leçon

Autor(en): **Longet, René**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1392

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014723>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

3 juin-19 juin: deux dates, deux défaites, une leçon

Par René Longet, député au Grand Conseil genevois

Entre le rejet de l'assurance maternité, le durcissement de la politique d'asile et l'échec de Sion aux JO, la Suisse vit des jours sombres. Analyse.

TRIPLE ÉCHEC, POUR les femmes et pour les défenseurs des droits de l'homme. Le 13 juin, le peuple plébiscite deux textes rendant plus dures encore les conditions de l'asile en Suisse, et balaye l'assurance maternité.

Échec à nouveau, le 19 juin, devant le CIO – instance dont le fonctionnement, voire l'existence même, tient du scandale – du projet des JO 2006 à Sion. Y a-t-il des points de convergence entre ces événements? Qu'ont-ils à nous dire?

On connaît la méfiance latente du Suisse à l'égard de qui provient d'ailleurs (alors que peu de pays sont dépendants comme le nôtre des relations extérieures – mais peut-être ceci explique-t-il cela). Méfiance qui s'est exprimée à de nombreuses reprises contre des pas, même petits, vers le droit de vote des étrangers, droit qui exprimerait la richesse que constituent les appartenances multiples: unis parce que différents.

Méfiance que la guerre des Balkans avec son cortège médiatisé jour après jour de centaines de milliers de personnes chassées de chez elles n'a pu infléchir. Individuellement souvent très solidaires (la Chaîne du Bonheur en sait quelque chose) c'est collectivement que cela se gâte. Malheureusement, c'est bien collectivement que le destin des nations se modèle.

Maternité maintenant. Ce n'est pas la première fois que la Suisse est plus conservatrice, quand il est question du social, que ses élus – si faire se peut. Parfois le vote négatif est salutaire quand il s'agit de défaire de douteuses libéralisations du droit du travail, ou ce même 13 juin pour sauver le quart de rente AI. Mais que le vote positif nous est difficile! On se rappelle des 40 heures, du droit de licenciement, et de bien d'autres propositions rejetées. Pas plus que la triste réalité

des Balkans n'a pu assouplir les positions en matière d'asile, la triste réalité des progrès de l'exclusion (économique, culturelle, sociale, en termes de pouvoirs sur sa vie) n'a réussi à réorienter la conscience collective. Curieux peuple qui refuse de réaliser ce qu'il s'était préalablement prescrit, voici 54 ans, et qui oublie que la cohésion sociale est elle aussi constitutive de cohésion nationale!

En instance de divorce

Mais le point principal n'est pas là. Le choc frontal, brutal, c'est celui des langues. Canton par canton, région par région, commune par commune, le constat est irréfutable, tranchant au scalpel la Suisse selon les régions linguistiques. Ici 75% de oui, là-bas 75% de non. J'ai cru naïvement que le 6 décembre s'expliquait certes par le choc des cultures, lesquelles déterminent des perceptions opposées de ce que doit être notre trajectoire nationale. Mais on s'était caché les yeux, bercé d'illusions. Oui, le clivage socioprofessionnel ou la pyramide des âges, le conflit ville-campagne, cela a joué. Mais cela a surtout occulté l'essentiel: deux parties du pays qui passent de la coexistence à la juxtaposition, de la juxtaposition à l'agacement, de l'agacement à l'incompréhension. Une majorité encore fait un effort, rationalise sa colère, les femmes et les hommes de bonne volonté sont encore là. Mais précisément, quand il faut s'efforcer, se raisonner, être bien disposé pour supporter l'autre, c'est que le naturel n'y est plus. Qui pourra empêcher le vieux couple de divorcer? Quand les bonnes volontés se démobiliseront, quand ceux qui font des efforts seront fatigués d'en faire, un autre choc éclatera.

Jacques Pilet l'écrivait dimanche 20 juin dans le *Sonntagsblick*: d'autres nations pluriculturelles ont péri, de par le monde, après des décennies de bonne entente, et une période d'insidieux délitement. Il ne manque plus alors qu'un boutefeu. Or, en Suisse nous assistons, nous rappelle-t-il, à l'éclosion du premier parti politique uniquement alémanique et qui réduit précisément la Suisse à sa part majoritaire: le premier parti nationaliste suisse-allemand, l'UDC de Christoph Blocher.

À nous de réagir, de crier haut et fort que ceux qui, majoritaires, ne supportent plus de partager le pays équitablement et de plein droit avec ses composantes minoritaires, sont les premiers fossoyeurs de cette Suisse dont ils se réclament.

Jamais l'idée suisse ne m'a paru si fragile que ces jours. Prenons-en bien soin, les pays multiculturels se font rares...

Sion 2006 enfin. Peu d'actions n'ont été si bien préparées, de dossiers olympiques si bien ficelés que celui de notre candidature. Or, c'est l'échec. Le CIO doit disparaître sous sa forme actuelle, cela est clair, connaître démocratie et transparence. Et on pourra reparler de sport quand on en aura banni le fric et le dopage. Mais au-delà de cela, on ne m'enlèvera pas l'idée que l'image de la Suisse est également en cause. Suisse riche qui reste à l'écart de l'UE et de l'ONU et dont on ne sait pas trop où, avec qui et contre qui elle est. Suisse qui peine tant à moraliser ses flux financiers. Un pays vu par l'extérieur comme un pays de nains de jardin, un peu ringard, roublard, crispé, appliqué jusque dans le sourire de nos armatisés en chef. En réalité, il s'agit de comprendre qu'on ne peut exprimer chaque jour sa superbe quand chaque jour on a besoin des autres.

Finalement, le 13 juin, la crise d'identité a augmenté d'un cran à l'intérieur, et le 19 juin, elle nous a pénalisés à l'extérieur. La sanction externe n'a pas manqué. La sanction interne sera tout autant au rendez-vous. Elle sera autrement plus dure. Avis à ceux qui en ont assez de perdre!

Médias

CHRISTOPHE BÜCHI, correspondant en Suisse romande de *Die Weltwoche* a publié (no 23) le résultat de ses recherches sur l'origine de l'expression «Röstigraben». Sa plus ancienne référence est de 1979. Qui dit mieux? À noter que la diffusion du mot «Rösti» en Suisse alémanique n'est pas très ancienne. À l'origine c'était un mot strictement bernois. *cfp*